

Saïd Djinnit



Nations Unies: Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs (septembre 2014 au 31 mars 2019)

À ce titre, il a dirigé et coordonné les efforts des Nations Unies en faveur de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région («l'Accord-cadre») signé en février 2013 à Addis-Abeba, Ethiopie. Travaillant en collaboration avec les autres Garants de l'Accord-cadre, à savoir l'Union africaine (UA), la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), Saïd Djinnit a promu et soutenu des efforts régionaux visant à réduire les activités des groupes armés illégaux, ainsi que des initiatives visant à remédier aux causes profondes des conflits dans l'est de la RDC et la région des Grands Lacs, notamment en ce qui concerne l'exploitation et le commerce illicite des ressources naturelles, la lutte contre l'impunité, la promotion du rôle des femmes et le renforcement de la contribution du secteur privé aux efforts de paix. Suite à la décision des dirigeants de la région en 2017, il a facilité, en collaboration avec le Représentant spécial de l'UA et en coopération avec les autres Garants, le lancement et le travail du Mécanisme de suivi sur le rapatriement des combattants désarmés en RDC, le Rwanda et l'Ouganda.

Il a également soutenu les processus de dialogue dans la région, y compris au Burundi et en RDC, afin de créer les conditions favorables à des élections pacifiques, démocratiques et crédibles. Grâce à un engagement soutenu avec les parties prenantes nationales et les partenaires régionaux et internationaux, il a joué un rôle clé dans la promotion d'approches régionales et internationales alignées en faveur de solutions pacifiques dans les pays respectifs. Au Burundi, il a initié et facilité le dialogue inter-burundais d'avril à juin 2015.

L'Ambassadeur Djinnit a initié et soutenu la réforme des mécanismes de gouvernance de l'Accord-cadre, à la suite de laquelle les Sommets annuels réunissant les dirigeants de la région ont été accueillis par l'un des pays signataires.

Travaillant en coopération avec la CIRGL, il a également dirigé les efforts des Nations Unies pour lutter contre l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles; renforcer la coopération judiciaire; promouvoir le rôle des forces vives, notamment des femmes, des jeunes et de la société civile; et aborder la crise des déplacements dans la région en tant que cause et facteur clé des conflits dans les Grands Lacs. Il a mené des efforts, y compris la mobilisation de ressources, pour organiser la toute première conférence sur l'investissement dans le secteur privé dans les Grands Lacs, tenue en février 2016 à Kinshasa, en RDC.

Nations Unies: Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (avril 2008 à septembre 2014)

À la suite du coup d'État de 2008, l'Ambassadeur Djinnit a joué un rôle clé dans les efforts de médiation et de bons offices en Guinée, qui ont empêché l'apparition d'un conflit imminent et ont permis la première élection présidentielle démocratique du pays en juin et novembre 2010. Il a été le Facilitateur international du dialogue guinéen, qui s'est conclu par l'accord politique du 3 juillet 2013, ouvrant la voie à la tenue d'élections législatives en septembre 2013. Ensemble avec l'UA et la

CEDEAO, il a également contribué à des initiatives visant à rechercher des solutions pacifiques et démocratiques aux crises de coup d'état en Mauritanie, au Niger et au Mali, ainsi qu'aux crises liées aux élections au Togo, au Bénin et en Côte d'Ivoire. Au Nigéria, en sa qualité de Haut Représentant du Secrétaire général, il a soutenu les efforts visant à résoudre la crise de Boko Haram, notamment l'enlèvement des filles de Cibok en 2014, et a appuyé une transition pacifique du pouvoir pendant la crise électorale en 2015.

L'Ambassadeur Djinnit s'est activement engagé à forger des partenariats pour la paix en Afrique de l'Ouest entre les Nations Unies et les principaux acteurs régionaux et dans la promotion de stratégies pour faire face aux défis transfrontaliers (i) dans la région du Sahel après la crise libyenne; ii) dans l'Union du fleuve Mano; iii) sur la piraterie maritime et les vols à main armée dans le golfe de Guinée; et iv) en ce qui concerne la criminalité transnationale organisée, y compris le trafic de drogues, grâce à la promotion de l'Initiative de la côte ouest africaine (WACI) et au soutien du plan régional de la CEDEAO.

Il a également été président de la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CNMC), créée pour superviser la mise en œuvre de la décision de la Cour internationale de justice sur la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, ainsi que du Comité de suivi sur l'Accord de Greentree sur le retrait et le transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi. Sous sa direction, le processus de démarcation de la frontière entre le Nigéria et le Cameroun a été initié et des progrès significatifs ont été réalisés. Sous ses auspices, une déclaration commune a été signée le 22 octobre 2013 par le Nigéria, le Cameroun et les Nations Unies, reconnaissant officiellement le plein droit à la souveraineté du Cameroun sur la péninsule de Bakassi.

Union africaine (UA) et Organisation de l'unité africaine (OUA):

- **Commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité (2003-2008)**
- **Secrétaire- général adjoint aux affaires politiques de l'OUA (1999-2003)**
- **Chef de cabinet du Secrétaire général de l'OUA (1989-1999)**

En 18 ans et demi à des postes de direction à l'OUA et à l'UA, l'Ambassadeur Djinnit a contribué à l'élaboration du programme africain de paix et de sécurité, y compris la création du Mécanisme de l'OUA pour la prévention, gestion et résolution de conflits en 1993, ainsi que l'adoption du Protocole établissant le Conseil de paix et de sécurité de l'UA en 2002. Suivant cela, il a aussi contribué dans la mise en œuvre de la nouvelle architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), à savoir: le développement de la Force africaine en attente (FAA); le cadre stratégique pour l'après-conflit et la reconstruction; le cadre pour l'opérationnalisation du système d'alerte rapide continental; la déclaration solennelle sur la défense et la sécurité africaines communes; et le Protocole sur les relations entre l'UA et les mécanismes régionaux de prévention et de règlement des conflits. Il a également promu le Protocole de 2003 de l'UA sur les droits des femmes, le «Protocole de Maputo».

Au cours de la transition de l'OUA à l'UA, l'Ambassadeur Djinnit a conduit le processus qui a abouti à l'adoption de l'Acte constitutif de l'UA et a promu le principe de non-indifférence en tant que valeur fondamentale de l'UA.

Il a mené les efforts de l'OUA et de l'UA pour soutenir les processus de paix sur le continent, notamment au Libéria, en Sierra Leone, au Rwanda, au Burundi, en République centrafricaine, au Darfour, au Soudan, aux Comores, à Madagascar, en Éthiopie-Érythrée et en Somalie.

Il a été le médiateur dans la crise comorienne, suite au coup d'État aux Comores (1995/1996), qui a débouché sur le premier accord de partage de pouvoir négocié directement par l'OUA; dans la crise séparatiste anjouanaise (1999-2000); dans le lancement des premiers entretiens qui ont abouti à l'accord de paix de Lusaka (et la sélection du président Masiré comme médiateur du dialogue en RDC et le lancement du dialogue inter congolais en 1999-2000); et lors de la première crise électorale à Madagascar en 2001, suite à la différend qui a opposé le président Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana.

Il a fait partie des équipes de médiation africaines, notamment dans le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée (1998-2000).

Il a initié et supervisé le déploiement des missions de paix de l'UA au Burundi (AMIB), au Soudan (AMIS) et en Somalie (AMISOM).

L'Ambassadeur Djinnit a dirigé le développement d'un partenariat avec les Nations Unies et l'Union Européenne, y compris la mise en place de la Facilité africaine de paix (African Peace Facility, APF). Il a ensuite organisé les toutes premières conférences sur le rôle de la société civile en 2000 et 2001, qui ont abouti à la mise en place du programme de la société civile de l'UA.

Algérie (1977 à 1989)

Said Djinnit a été nommé ambassadeur d'Algérie en 1998. De 1977 à 1989, il a servi à la Direction Afrique du ministère des Affaires étrangères en tant que Chef du Bureau des Affaires politiques et des mouvements de libération et dans les missions diplomatiques de l'Algérie à La Havane (Premier Secrétaire) Addis-Abeba (Conseiller) et Bruxelles (Chef de mission adjoint).

Il est diplômé en diplomatie de l'École nationale d'administration (ENA) d'Alger en 1977. Il est marié et père de trois enfants.